TIERS-MONDE ET COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

par Fathallah OUALALOU

L'association du Maroc et de la Tunisie à la Communauté Economique Européenne, intervenue le 31 mars 1969, et le renouvellement de l'accord de Yaoundé entre 18 pays africains et cette même Communauté (juillet 1969), posent encore une fois le problème des relations entre l'Europe des Six et les pays du Tiers-Monde.

Le phénomène d'intégration des pays européens intéresse tous les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine ; tous sont, à des degrés différents, fournisseurs de l'Europe en matières premières, en matières agricoles, et accessoirement en produits semi-finis. L'évolution de la propension à acheter de l'Europe à ces pays est déterminée à cet égard aussi bien par le progrès économique enregistré par elle, que par les progrès de l'unification de son économie.

La Communauté Economique Européenne a cependant tenu à distinguer quelques-uns des pays du Tiers-Monde, que des liens d'ordre historique ont attachés pendant des décennies à son destin, lors de la phase coloniale (pays africains en particulier). Un intérêt particulier des six concerne quelques pays européens qui sont à la frontière du sous-développement et qui peuvent prétendre à une adhésion future à la Communauté. Ces deux types de pays ont institué des liens d'association avec la C.E.E.

Cette étude vise à poser quelques bases de réflexion relatives aux relations entre deux structures économiques différentes, l'une développée, complexe, capitaliste et désireuse de se constituer en une troisième force sur le plan économique face aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S., l'autre sous-développée, sous-intégrée, dualiste, agraire et dominée par les forces étrangères par le biais de courants commerciaux et financiers, ces forces faisant souvent partie de la première structure.

Cinq questions peuvent être posées et exigent un début de réponse pour permettre de cerner le problème des relations entre les deux entités.

— Quel est l'état actuel des relations commerciales entre l'Europe et le Tiers-Monde ? Comment se présente le marché des produits traditionnellement vendus par les pays du Tiers-Monde à l'Europe ? Quelles sont les conditions qui déterminent l'offre et la demande de ces produits, eu égard aux exigences du marché mondial, à l'influence de la croissance du Revenu européen moyen sur la consommation des produits et à l'évolution de l'offre interne de l'Europe relative à ces produits ou à des produits substituables ?

— Quelles sont les données qui déterminent l'influence de la politique interne et externe de la C.E.E. sur les courants commerciaux qui proviennent des pays sous-développés ?

— Comment la C.E.E. a-t-elle résolu les problèmes des liens particuliers qui attachaient quelques-uns de ses membres à des pays antérieurement colonisés ? Quel a été l'impact de l'association de ces pays sur leur économie et les effets de cette association sur les relations de l'Europe avec les pays tiers faisant partie de la sphère du sous-développement.

— Quel est le véritable sens et quelles sont les véritables implications de l'association ? Ce concept est-il compatible avec celui du développement économique ?

— Enfin quel serait le véritable impact du devenir de l'Europe sur la situation des pays du Tiers-Monde et quelle part prendrait l'évolution de l'Europe dans la définition d'un contrat entre pays riches et pays pauvres ?

Ce sont là les bases du débat que nous voulons approcher dans cette étude, mais auparavant, il est nécessaire de préciser les conditions historiques de la naissance de la Communauté Economique Européenne face à ses relations avec les pays sous-développés, car l'évolution de ces derniers a constitué certainement un élément déterminant dans la naissance et l'évolution de la C.E.E.

I. — Les conditions historiques de la naissance de la Communauté Economique Européenne face au Tiers-Monde.

Il est incontestable que l'idée européenne a pris corps en 1957, après l'échec de plusieurs tentatives très connues dans l'histoire de l'Europe, et il est aussi certain que le succès des négociations de Messine n'est pas dû seulement à des phénomènes structurels propre-

ment européens, mais qu'il a été déterminé aussi par des phénomènes extérieurs dont l'évolution des pays colonisés n'est pas le moindre. Le regroupement des six pays européens est un phénomène historique qui n'est pas engendré par la seule volonté « intérieure » des pays membres, c'est-à-dire à partir de leurs conditions internes, mais il est aussi le résultat de l'état des relations de l'Europe avec le reste du monde. La Communauté est une zone économique qui a pris naissance dans le monde formant une entité par rapport aux pays tiers. Une Communauté économique se place à un niveau supérieur en comparaison de celui de la zone de libre-échange et de l'union douanière. On rappellera qu'à la différence de la zone de libre-échange, l'union douanière nécessite une politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers et qu'au troisième stade, la Communauté économique implique la pratique d'une politique structurelle tendant à harmoniser les courants, les flux et les productions économiques entre les pays membres en vue de constituer une entité économique complexe et unie face au reste du monde.

L'Europe de 1957 venait de terminer la phase de sa reconstruction après les destructions de la 2^e guerre mondiale, grâce à l'aide américaine et grâce aussi et surtout aux potentialités techniques, humaines et économiques qu'elle possédait. Le développement de chaque secteur a eu une importance telle, et l'accumulation du capital a pris des proportions telles, que l'intégration européenne est devenue une nécessité objective pour l'Europe. L'évolution technologique et le progrès scientifique, prenant de plus en plus le rôle de moteur essentiel du progrès économique, ont poussé à l'unification des efforts humains et financiers des européens. Par rapport au Tiers-Monde, le gap technologique paraissait devenir un élément essentiel de domination qui pourrait éventuellement remplacer la domination d'ordre colonial, voire même d'ordre commercial ; ce gap ne pouvait jouer que dans le cadre de l'unification de l'effort technologique européen, donc dans le cadre de l'intégration européenne.

Ces idées hantaient les esprits européens qui constataient que le second conflit mondial avait entraîné une suprématie absolue des USA et engendré les prémices d'une colonisation technologique et financière de leur continent par ces derniers. Cette constatation ne pouvait que les inciter à chercher et à renforcer les liens de l'intégration. De leur côté, les Etats-Unis ne voyaient pas d'inconvénient à l'intégration européenne qui, au contraire, leur paraissait être le cadre propice et homogène qui accueillerait leurs capitaux disponibles. Les Etats-Unis ont cependant milité par diverses voies pour tisser des courants de plus en plus puissants, capables d'attirer l'Europe

vers l'Atlantique. Le dialogue entre l'Europe européenne et l'Europe Atlantique a été à la base de tous les conflits qui ont eu trait à la naissance de l'AELE, à la candidature de l'Angleterre et au devenir politique de l'Europe.

L'idée européenne s'imposait aux esprits dans le cadre des rapports entre l'Europe et le Tiers-Monde et plus généralement entre les pays nantis et les pays pauvres. Les années 50 voyaient en effet naître et se développer la conscience contestataire des opprimés face aux forces coloniales ; cette prise de conscience a été concrétisée par un courant d'essence progressiste qui parcourait le monde des opprimés : la fin de la guerre d'Indochine, la rencontre de Bandoeng, la nationalisation du canal du Suez, la révolution cubaine, l'Indépendance du Maroc, de la Tunisie et du Ghana, la réunion des organisations politiques africaines et afro-asiatiques, la guerre d'Algérie... Tous ces événements annonçaient la fin de la phase coloniale et le refus de voir s'établir de nouvelles relations basées sur la domination de l'ancien colonisateur. Face à cette résurrection de la conscience solidaire des pays pauvres, ne fallait-il pas concrétiser la conscience européenne ? L'Europe est née ainsi d'une attitude défensive par rapport aux Etats-Unis et ses visées expansionnistes, et par rapport aux pays colonisés qui aspirent à l'indépendance.

Par ailleurs, il fallait tenir compte du fait que plusieurs pays européens, et principalement la France et la Belgique, entretenaient en 1957 des relations particulières avec les pays africains, relations d'essence coloniale ; aussi la France avait-elle exigé, lors des négociations de Messine qui ont précédé la signature du Traité de Rome, de ne point exclure « les pays d'outre-mer » et de leur accorder un statut qui permet de renforcer et d'adopter les relations privilégiées de jadis.

Sur le plan économique et commercial, on ne peut pas situer l'état des relations que peut entretenir l'Europe unifiée avec les pays sous-développés avant de réfléchir sur l'état actuel de la commercialisation des produits traditionnellement vendus par le Tiers-Monde à l'Europe, à partir des conditions du marché mondial de ces produits.

II. — Situation du commerce entre les pays sous-développés et l'Europe des Six.

Dans cette section, nous nous contenterons de dessiner les perspectives du commerce extérieur entre les pays européens, pris en tant que tels, et les pays sous-développés, à partir des possibilités actuelles, et sans tenir compte des conséquences du phénomène de l'in-

tégration européenne. Nous essayerons cependant de mesurer l'influence du développement interne des économies européennes et de l'état du marché mondial sur l'avenir des relations commerciales entre pays européens et pays du Tiers-Monde.

Par tradition, les pays européens riches sont importateurs des pays pauvres des matières premières, des matières énergétiques, des produits agricoles et très accessoirement des produits semi-finis. C'est dans ce sens que les pays du Tiers-Monde constituent un réservoir important pour l'industrie européenne et qu'ils répondent aux besoins des consommations de la population européenne.

Il faut cependant à cet égard dissocier le cas des matières premières et énergétiques d'une part, et celui des matières agricoles d'autre part.

En effet, les matières premières et les produits énergétiques importés par l'Europe ont un effet différent sur le plan économique de celui des biens de consommation alimentaire. On remarquera à cet égard que l'Europe accuse un déficit réel et qui s'accroît en matière de produits du sous-sol : le pétrole, le zinc et le cuivre sont des biens rares en Europe. On rappellera par ailleurs que ces produits constituent l'essence même de l'industrie moderne et font partie des éléments-coût essentiels à cette industrie. Aussi voit-on les européens pratiquer pour ces produits-clés une politique concertée à la base, c'est-à-dire au niveau des intérêts privés et en pleine concordance avec les intérêts capitalistes dans le monde, et principalement ceux des Etats-Unis. Il s'agit pour les pays riches de s'assurer la permanence de ces puits d'approvisionnement en se partageant les zones d'influence, en pratiquant une politique plus ou moins de rapprochement avec les pays producteurs. Il s'agit pour eux d'acheter au moindre coût pour augmenter la compétitivité de leur industrie, et ce, en imposant la règle de la concurrence totale au niveau du marché mondial. Il s'agit enfin pour les forces capitalistes de se concerter dans des ensembles internationaux, en vue d'une politique globale (le cartel du pétrole par exemple).

La conséquence de cet état de fait sur les exportations de matières premières des pays sous-développés à l'Europe se présente sous quatre formes :

— En premier lieu, il semble certain que la perspective à moyen terme des exportations de matières premières et de produits énergétiques est bonne dans l'ensemble. Certes, la découverte du pétrole de l'Alaska en grande quantité par exemple, ou la substitution technolo-

gique d'autres produits aux produits naturels, nuiront à l'avenir aux exportations des produits miniers et pétroliers ; mais il n'en reste pas moins que des pays comme l'Algérie, le Moyen Orient resteront de grands fournisseurs de produits d'hydrocarbures à l'Europe, quelles que soient les conditions internes de celle-ci.

— En second lieu, les pays européens pratiquent pour les matières premières la politique du moindre coût, ce qui entraîne la baisse des cours (cuivre, zinc) à la défaveur des pays sous-développés. Par ailleurs, le libre-échange appliqué au marché des matières premières permet à des économies très développées et pourvues de matières du sous-sol de concurrencer sur le marché européen les exportations du Tiers-Monde (le phosphate américain constitue par exemple un concurrent de premier ordre aux phosphates marocains).

— En troisième lieu, les pays européens n'élèveront pas des barrières douanières face aux produits du sous-sol du Tiers-Monde. De ce fait, l'intégration européenne ne constitue nullement un danger pour les exportations de matières premières.

— En quatrième lieu, les intérêts privés pratiquent à l'encontre des pays producteurs une politique concertée, incarnée par exemple par l'existence du cartel international du pétrole ou par une politique de coopération, telle celle qui a été instituée entre la France et l'Algérie.

On peut conclure que l'exportation des produits énergétiques n'affronte nullement de grandes difficultés. La région du Moyen Orient, exportatrice de pétrole, s'assure à cet égard des perspectives d'écoulement normales. Cependant, plusieurs exportations de matières premières rencontreront de nombreuses difficultés liées à la baisse des cours mondiaux et à la concurrence des Etats-Unis aux pays sous-développés sur le marché européen.

Les perspectives d'exportation des produits agricoles sont beaucoup plus nombreuses :

Les pays européens font partie de la zone tempérée. Ils ont été cependant de grands importateurs de produits primaires, aussi bien de la zone tempérée que de la zone tropicale. En effet, à l'exception de la France, les autres pays membres de la C.E.E. n'ont jamais eu à jouer un rôle important dans le marché agricole. On pourrait aussi penser que l'augmentation du niveau de vie pousserait les européens à accroître leurs importations primaires. Sans tenir compte de la politique agricole commune, dont les répercussions seront étudiées dans

une autre section, il nous paraît ici certain que l'évolution des phénomènes économiques en Europe et dans le monde devrait entraîner une baisse effective des exportations de matières agricoles.

C'est ainsi que la consommation humaine en produits agricoles n'augmente pas beaucoup puisque l'accroissement du niveau de vie crée un transfert qualitatif des consommations de biens primaires aux biens secondaires et tertiaires. Ceci concerne surtout la consommation des céréales, des produits laitiers et du vin. Par ailleurs, il est certain que l'accroissement démographique est tellement lent qu'il ne permet nullement d'envisager des perspectives sérieuses d'élévation de la demande. Certes la consommation animale en céréales est en augmentation et remplace en partie le manque enregistré dans la consommation humaine. Face à cette stagnation interne de la demande, on constate une augmentation de l'offre interne due principalement à l'augmentation des rendements grâce à la restructuration de la propriété foncière en Europe et au progrès de la mécanisation. Cette baisse de la demande interne secondée par une augmentation de l'offre et combinée à une politique de soutien ne peut que mettre fin à toute espérance des pays sous-développés producteurs de ces biens de voir leurs produits déferler sur le marché des pays riches. Actuellement, on peut dire que l'Europe se suffit à elle-même en matière de blé, d'orge, de sucre, de produits laitiers, d'œufs et de viande de porc. La France est devenu un important exportateur de riz alors que pour les produits laitiers, un véritable engorgement caractérise le marché interne européen. On constate par ailleurs une baisse certaine des importations européennes de vin dont l'Europe était il y a 5 ans le principal client dans le monde.

Il faut par ailleurs noter que la propension à exporter les céréales et les produits animaux est en baisse dans les pays sous-développés, à l'exception de quelques pays d'Amérique Latine (Argentine), du fait de l'accroissement du déficit alimentaire dans ces pays engendré par l'accroissement démographique.

Seuls les fruits et quelques primeurs constitueront l'essentiel des importations provenant des pays tempérés dans les prochaines années.

L'avenir du commerce des produits tropicaux ressemble à celui des matières premières, les atouts et les difficultés sont du même ordre dans les deux cas :

En effet, la production des bananes, du café, du thé et des produits oléagineux des pays pauvres ne peut souffrir de quelque concurrence de la part d'une offre à l'intérieur des pays européens,

du fait même des conditions naturelles de ces derniers. Par ailleurs, les tarifs douaniers, ainsi que le tarif européen commun, ne sont pas élevés et ne constituent nullement des obstacles aux exportations tropicales. Plusieurs difficultés cependant annoncent un avenir incertain :

Il s'agit en premier lieu du phénomène de substitution qui affecte plusieurs produits naturels de l'Afrique, de l'Amérique Latine et de l'Asie. C'est dans ce sens qu'on enregistre une nette baisse de la production du savon par exemple, à la faveur des détergents synthétiques. Les fèves du cacao sont de plus en plus remplacées par d'autres ingrédients, la margarine par le beurre, les fèves de soja des Etats-Unis servent d'aliments au bétail de l'Europe en remplacement des oléagineux tropicaux.

En second lieu, l'association de quelques pays africains à la C.E.E. affecte beaucoup les exportations d'autres pays sous-développés non associés — principalement en ce qui concerne les bananes, le café, le cacao, le thé et les épices — la préférence accordée aux pays associés n'entrave pas cependant les exportations des grains oléagineux puisque les pays européens ne prélèvent aucun droit de douane sur ces produits. Plusieurs phénomènes minimisent cependant l'effet de l'association. C'est ainsi que les courants commerciaux traditionnels changent difficilement d'orientation : la C.E.E. a concédé à l'Allemagne des contingents de bananes provenant des pays qui lui sont des fournisseurs traditionnels et qui ne sont pas associés. Enfin les habitudes de consommation sont souvent très rigides, la marque du café Aubica (Amérique) ne cède pas la place facilement dans les ménages européens à la marque Robusta (Afrique).

En troisième lieu, la politique fiscale interne affecte, à l'intérieur du marché européen et au niveau du consommateur, les produits tropicaux de taxes telles qu'elles atténuent l'effet de préférence ou celui de l'inexistence de droit de douane. Nous verrons ultérieurement comment la politique fiscale interne minimise les avantages accordés aux pays associés africains.

En bref, il apparaît que les perspectives générales des exportations agricoles des pays sous-développés, sans être menacées, ne paraissent pas cependant très optimistes. Par ailleurs, tous les pronostics, toute la logique de l'évolution de l'économie mondiale, toutes les constatations sur l'élargissement du gap technologique entre pays nantis et pays pauvres ne permettent aucune illusion relative à la possibilité de diminution des exportations européennes aux pays sous-développés, exportations qui sont constituées essentiellement de biens d'investissement et de biens de consommation manufacturés.

M. J. Bookstal, chef de la délégation néerlandaise à la C.E.E., tout en soulignant que les importations des Six des pays sous-développés ont augmenté de 67 % de 1960 à 1967, a relevé que leur part dans l'ensemble des importations s'est maintenue à 37 %, elle est restée pratiquement stable depuis 1960 sur un marché d'importation en expansion de 72 %.

La caractéristique principale de l'évolution du commerce entre les deux parties est la détérioration des termes d'échanges qui est malheureusement loin d'être compensée par l'aide du fonds européen d'investissement aux pays associés.

III. — L'influence de l'existence de la C.E.E. et de sa politique interne sur les courants commerciaux avec les pays sous-développés.

Lors de ce qui précède, nous n'avons pas beaucoup tenu compte de l'existence de la C.E.E. Nos conclusions quant à l'amenuisement relatif des exportations du Tiers-Monde vers l'Europe reflétaient la simple observation de l'évolution de la situation économique dans le monde, et plus particulièrement les relations entre le sous-développement et le développement. Or, comme nous l'avons déjà montré, la naissance de la C.E.E. est un phénomène historique qui n'est pas étranger au jeu des forces existantes dans le monde. De ce fait, son existence même influe sur les échanges extérieurs du Tiers-Monde.

La Communauté Economique Européenne, faut-il le rappeler ici, n'est pas un marché commun. C'est une communauté économique entre 6 pays rapprochés géographiquement et à niveaux de vie et structures économiques rapprochés. Son essence même provient de la jonction de deux éléments : le premier est d'ordre commercial, mais il ne constitue en fait qu'un moyen pour la réalisation du second élément, celui de l'intégration économique. Il suppose l'existence d'une zone douanière, c'est-à-dire une zone qui pratique d'une part un abattement dégressif de droits de douane entre les pays membres pour les annuler à terme, et qui pratique d'autre part une politique douanière commune vis-à-vis des pays tiers par l'entremise de la Taxe Européenne Commune ; l'élément de l'intégration économique vise l'institution d'une politique d'harmonisation des structures, de rapprochement dans une certaine complémentarité dynamique et intersectionnelle entre les activités économiques. Les moyens sont nombreux : ils peuvent être d'ordre tarifaire et complètent la politique douanière commune : c'est ainsi que le prélèvement sur les produits agricoles importés sert à la restructuration foncière et plus généralement agricole.

Ils peuvent être d'ordre juridique ou d'ordre structurel : il s'agit alors principalement de l'unification des systèmes fiscaux, de la législation économique et financière. L'on constate alors que l'élément commercial et l'élément intégration jouent mutuellement et solidairement, à la défaveur des exportations des pays tiers.

L'Europe des Six se veut économie complexe s'étendant à toutes les activités économiques et pratiquant une politique d'auto-suffisance, sinon d'autarcie, principalement dans le cadre des productions où elle reste déficitaire. Elle vise à développer son industrie, à élever sa productivité en élargissant son marché interne, en encadrant les fusions, en diversifiant sa production, principalement sa production agricole. De ce fait, la C.E.E. est un phénomène autarcique qui possède toutes les caractéristiques accompagnant la naissance d'une nation qui cherche un développement autonome dans le cadre économique. Les mêmes principes mercantilistes qui ont vu le jour en Europe lors de l'avènement des nations sont aujourd'hui appliqués et pratiqués au niveau de l'Europe unie et selon un processus de planification multinationale.

Il est donc logique que la C.E.E. n'accorde en matière commerciale que des avantages dérisoires aux pays qui lui sont associés et qu'elle pratique une politique d'équilibre général dans les accords qui l'attachent à ces pays.

Sur le plan commercial, on notera en premier lieu que la politique inter-communautaire d'échange, qui se concrétise par l'abaissement des barrières douanières entre les six pays membres, désavantage les ventes des pays sous-développés et tend à un amenuisement de leurs exportations; les productions des pays pauvres, en agriculture comme en industrie, ne peuvent plus prétendre à une certaine compétitivité sur le marché européen. A une baisse continue sur le plan technologique s'ajoute le fait que les productions des pays sous-développés se trouveront de plus en plus en difficulté sur le marché de chaque pays européen, à cause des préférences accordées mutuellement entre les pays membres. C'est dans ce sens que l'on peut dire que la première entrave au principe du libéralisme est l'existence même de la Communauté Economique Européenne.

Le deuxième volet de la politique commerciale de la C.E.E. est l'institution d'une taxe économique commune autour de la communauté tendant à protéger la production interne et les échanges inter-communautaires. Cette taxe commune, perçue à la frontière européenne sur les produits étrangers, a été calculée de manière à ce qu'elle égalise la moyenne arithmétique des droits de douane de chaque pays membre.

Cette méthode défavorise tous les pays qui étaient liés antérieurement à des pays membres car la correction du T.E.C. relatif à ces produits ne peut être qu'à la hausse, du fait des facilités accordées jadis sur le marché protégé de l'ancienne « métropole ». Selon les statistiques de la C.E.E., le T.E.C. est de 15,1 % pour les produits alimentaires, de 0,1 % pour les matières premières, de 7 % pour les demi-produits, de 12,8 % pour les biens d'investissement et de 17,2 % pour les autres produits finis. La moyenne des tarifs nationaux en 1957 a été respectivement pour chacun des produits de 12,5 %, 4,0 %, 6 %, 11,9 % et 15,5 %.

Le T.E.C. est insignifiant pour les matières premières, mais il est élevé pour les produits alimentaires et les produits agricoles. Par ailleurs, sa correction par rapport aux moyennes antérieures des tarifs nationaux a été pratiquée en hausse pour tous les produits sauf pour les matières premières. Ceci confirme l'analyse précédente, en ce sens que la politique commerciale des pays européens est autarcique pour les produits que ces pays veulent développer chez eux, libérale ou mondialiste pour les matières premières qui constituent un élément de coût pour l'industrie européenne. L'importance de l'effet du T.E.C. ne peut cependant être mesurée que si l'on tient compte de la part de chaque produit dans les importations de la C.E.E. des pays du tiers-monde. A cet effet, les statistiques de la C.N.U.C.E.D. nous indiquent que les importations de la C.E.E. des pays sous-développés se répartissent ainsi : 20 % pour les produits agricoles des zones à climat tempéré, 4 % pour les grains oléagineux, 13 % pour les aliments tropicaux, 23 % pour les matières premières industrielles, 25 % pour le pétrole, 7,1 % pour les métaux communs et 8 % d'importations diverses.

Ces chiffres confrontés aux taux du T.E.C. révèlent que l'essentiel des exportations qui ont été touchées par l'existence de la C.E.E. sont les exportations de produits agricoles de la zone tempérée (Afrique du Nord, Amérique Latine) et les aliments tropicaux (Afrique, Amérique Latine) ; les matières premières, le pétrole sont régis par la loi de l'offre et de la demande ou par les accords internationaux dominés par des cartels.

La politique commerciale de la C.E.E. se répercute donc différemment sur chacune des zones géographiques du Tiers-Monde.

L'Afrique est certainement la région la plus défavorisée par la politique européenne communautaire car d'une part beaucoup de pays africains étaient liés à l'un des partenaires européens, principalement à la France, ce qui a déterminé l'existence de courants tradi-

tionnels, et d'autre part l'Afrique est productrice de produits agricoles qui se trouvent en difficulté face à la politique commerciale européenne.

— Le Moyen Orient, exportateur de pétrole, ne semble pas être très touché par l'autarcie commerciale européenne, car le pétrole reste débattu dans le monde selon les lois du cartel international et l'Europe ne semble pas avoir des options énergétiques communes en matière d'hydrocarbures, domaine dans lequel la France a inauguré une politique de coopération et de contrat avec l'Algérie.

— Les exportations de l'Amérique Latine, principalement les produits agricoles, doivent affronter difficilement le T.E.C. Ce sont ces pays d'ailleurs qui essayent de combattre toute politique d'association et toute faveur accordée par l'Europe à des pays africains.

— La politique commerciale européenne défavorise tous les autres pays sous-développés, quoique l'effet de cette influence soit minime du fait des relations assez lâches entre l'Europe des Six et ces pays (l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne et ses liens traditionnels avec l'Inde, le Pakistan et beaucoup d'autres pays créera une nouvelle variante).

Cette politique de l'autarcie opposée par la C.E.E. au Tiers-Monde contient cependant une certaine contradiction interne car elle ne résulte en fait que d'un compromis entre un courant mondialiste et libéral incarné par les néerlandais et les allemands, et un courant organisationnel et planificateur représenté par la France. Le premier milite pour une ouverture totale de la C.E.E., pour un atlantisme déclaré, pour la fin de toutes les relations « privilégiées » avec les pays africains ; la France au contraire est en fait le plus européen des européens car elle veut imposer la création de toutes les institutions tendant à renforcer l'économie complexe européenne. Ces deux positions sont objectives et reflètent des contradictions d'intérêt. La France reste, quant à ses potentialités agricoles et industrielles, un pays sous-utilisé qui prétend encore diversifier son économie dans un cadre européen, qui prétend à une certaine auto-suffisance et qui tient à renforcer, par le biais de l'Europe, les prolongements de ses liens historiques avec l'Afrique. Les autres pays européens (Pays-Bas, Allemagne), dominés par la finance américaine, ouverts sur l'océan depuis la 2^{me} guerre mondiale, ne peuvent connaître un épanouissement que dans un cadre mondialiste ouvert. Ces contradictions se reflètent dans le régime d'association instauré entre les 6 pays et les pays africains.

Cependant, si les débats continuent en Europe sur l'ouverture de

celle-ci sur le monde, il n'est pas moins vrai que tous les pays membres visent à créer l'économie européenne unifiée, et c'est dans ce sens que la politique d'intégration rejoint la politique commerciale dans ses répercussions sur l'état des relations entre le Tiers-Monde et l'Europe.

La politique d'intégration européenne est représentée en premier lieu par la politique agricole commune. D'autres éléments de cette politique, telle la politique sociale, la politique régionale, la politique industrielle et financière et la politique des communications, ont leur impact sur les économies des pays sous-développés.

C'est certainement la politique agricole communautaire qui constitue l'élément essentiel du processus unitaire dans les dix dernières années et qui entraîne nécessairement de grandes répercussions sur l'agriculture des pays tiers et sur leurs exportations. Cette politique vise, sur le plan structurel, un objectif d'harmonisation des structures foncières et dimensionnelles, sur le plan qualitatif, un objectif d'auto-suffisance européenne en matière agricole et, sur le plan commercial, la préférence européenne. Il s'agit de mettre à l'heure européenne une agriculture restée en retard par rapport à d'autres secteurs. Il s'agit aussi de rendre cette agriculture de plus en plus complexe, de plus en plus diversifiée ; il s'agit enfin d'accorder la priorité dans le marché européen à la production européenne et de pratiquer une autarcie relativement totale.

Le marché européen agricole, institué en 1962, a élaboré des instruments complexes et complémentaires d'auto-défense, tels les droits inscrits au T.E.C., les taxes compensatoires, quelques clauses de sauvegarde, et, plus généralement, le système de prélèvement qui intéresse l'essentiel des produits agricoles. Le montant des prélèvements est égal à la différence entre le prix CAF du produit déterminé selon le cours mondial et le prix intérieur de l'Etat importateur corrigé des frais d'approche. Il varie donc parallèlement au cours mondial et au prix offert sur le marché interne. Les prélèvements alimentent un fonds européen d'amélioration des structures agricoles. C'est dans ce sens que la politique commerciale rejoint la politique structurelle.

La construction de l'Europe ouverte connaît souvent des difficultés d'ordre conjoncturel qui naissent de la non coordination des politiques monétaires (dévaluation du franc, réévaluation du mark, contrôle des changes) ou de données de nature électorales.

Face à cet arsenal économique et financier, les produits agricoles des pays sous-développés perdent toutes les chances de garder leur marché traditionnel en Europe.

Par ailleurs, la mise en valeur des régions pauvres de l'Europe des Six, principalement en Italie et au Sud de la France, grâce aux versements de la Banque Européenne d'investissement, constitue, vis-à-vis des pays sous-développés méditerranéens, une menace réelle. C'est grâce à un effort financier commun, au niveau européen, que sont mises en valeur des régions appartenant à des pays membres et appelées à être des zones de concurrence pour l'Afrique du Nord.

La politique commune sur le plan social peut, selon quelques auteurs, entraîner une hausse du coût des productions européennes puisqu'elle vise à l'égalisation des salaires et des traitements, égalisation qui ne peut s'effectuer qu'à la hausse. Cependant il ne faut nullement minimiser l'effet de l'élévation du niveau technologique qui « avale » et atténue l'effet de la hausse des rémunérations salariales et il faut tenir compte des réactions autarciques au niveau européen après toute hausse de salaire ; l'expérience montre en effet qu'une hausse de salaire interne entraîne toujours une reconduction d'une politique de protection douanière, de sorte que l'étranger supporte la hausse des rémunérations internes : l'exemple des Etats-Unis est dans ce sens significatif ; c'est la poussée technologique, la chute des cours des matières premières et la politique d'autarcie douanière qui ont permis aux Etats-Unis d'élever les salaires et de rester à l'abri des grands troubles sociaux.

La politique européenne de transport comme la politique de fusion des entreprises à l'échelle européenne rendent les entreprises européennes de plus en plus compétitives et élargissent le gap de productivité qui les séparent des entreprises des pays sous-développés. La première entraîne une rationalisation et une baisse des coûts de transport, la seconde entraîne la constitution d'unités capables d'élargir leur sphère d'influence à de grandes parties du monde, et de jouer un rôle de premier ordre dans la détermination des prix.

Ces analyses de faits nous révèlent un phénomène : le phénomène néo-colonial constitué par l'Europe des Six. C'est la fin de la période coloniale directe qui a déterminé la naissance de l'Europe unifiée pour maintenir et adopter les liens de domination. Ces liens ont un caractère technologique commercial et économique. L'Europe vise le gigantisme économique, c'est-à-dire la naissance d'une économie complexe et diversifiée à l'image de l'économie américaine. Or, l'existence d'un gigantisme économique a été toujours source de néo-colonialisme. Les Etats-Unis, pays sans passé colonial, constituent aujourd'hui l'essence suprême du néo-colonialisme.

Or, si l'Europe tient à devenir une puissance mondiale, elle refuse cependant de lâcher ses liens traditionnels avec ses anciennes colonies et les invite à s'associer à son processus d'unification. Comment ?

IV. — L'expérience de l'association des pays africains et malgaches à la C.E.E.

Lors des négociations de Messine relatives à la création de la Communauté Economique Européenne, la France a exigé d'accorder aux pays et territoires dits d'outre-mer un statut qui permettrait d'adapter les relations particulières nées de la phase coloniale au fait nouveau constitué par la Communauté.

L'accord de Rome a indiqué explicitement l'intérêt que porte l'Europe aux relations avec les pays d'outre-mer. On pourra lire dans le préambule que les membres de la Communauté entendent « confirmer la solidarité qui lie l'Europe et les pays d'outre-mer » et désirent « assurer le développement de leur prospérité, conformément aux principes de la charte des Nations-Unies ».

« Le but de l'association, stipule l'article 131 de l'annexe 1 du Traité de Rome, est la promotion du développement économique et social des pays et territoires et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et la communauté dans son ensemble ».

« L'association poursuit les objectifs ci-après, ajoute l'article 132.

1. Les Etats membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils accordent entre eux en vertu du présent traité.

2. Chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les Etats membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'Etat européen avec lequel il entretient des relations particulières.

3. Les Etats membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires.

4. Pour les investissements financés par la communauté, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissantes des Etats membres et des pays et territoires.

5. Dans les relations entre les Etats membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissantes et sociétés est

réglé conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au chapitre relatif au droit d'établissement et sur une base non discriminatoire, sous réserve des dispositions particulières en vertu de l'art. 136. »

L'association des « POM » telle qu'elle est prévue implique un élargissement au niveau européen du système commercial liant ces pays aux anciennes métropoles et principalement à la France. Elle implique plus concrètement l'établissement d'un régime intra-communautaire en matière commerciale et l'établissement pour les importations des POM d'un régime similaire à celui établi antérieurement avec le centre politique dont dépendaient ces pays. Sur le plan financier, un vœu très vague envisage la contribution par les européens au financement de projets de développement économique des pays et territoires d'outre-mer. Enfin cette association permettait par ailleurs aux européens de garantir les prix des produits africains dans le cadre de la politique de prix communautaire.

Enfin, les signataires de l'accord de Rome ont émis une déclaration d'intention qui permettrait à la France de maintenir « ses relations particulières » basées sur le système de contingentement unilatéral avec le Maroc et la Tunisie et ont signifié leur volonté d'ouvrir des négociations avec ces pays en vue de leur association éventuelle à la C.E.E.

Trois différences fondamentales peuvent être relevées entre la situation d'association des pays africains en 1958 et celle de 1963 que nous allons étudier ultérieurement.

1. Sur le plan du droit international, l'association de 1958 est un fait octroyé par l'Europe, sur l'instigation principale de la France, à des pays dépendants sans que l'on tienne compte du consentement de la population ou des représentants de ces pays.

2. « Les faveurs » accordées à ces POM sont plus importantes que celles qui seront accordées en 1963, pour la simple raison que ces pays sont considérés comme le prolongement du centre européen membre de la C.E.E., et du fait aussi que le statut de colonisation dans lequel ils vivent garantit sur les plans politico-économique et psychologique la permanence de flux, principalement des flux financiers, entre l'Europe et l'Afrique.

3. En 1958, la Communauté Economique Européenne n'avait pas encore mis en œuvre le processus d'intégration et une politique réellement définie vis-à-vis des pays tiers. Ce n'est d'ailleurs nullement

par hasard que la fin de la phase coloniale en 1960 coïncide avec le véritable départ de la constitution de l'Europe.

L'indépendance accordée aux pays africains devait changer toutes les données et ouvrait la porte à l'instauration d'une politique institutionnalisée entre la C.E.E. et les pays africains.

En juillet 1963 fut signée, entre 18 pays africains et les six pays européens, la convention de Yaoundé impliquant l'institution de relations particulières, relatives à des données commerciales, d'assistance technique et financière, et de droit d'établissement des capitaux et des personnes.

Sur le plan commercial, la convention de Yaoundé crée une zone de libre-échange classique. A cet effet, les pays de la Communauté sont appelés à appliquer des désarmements tarifaires intra-communautaires à leurs importations des 18 pays africains. Ils s'engagent à supprimer tous les droits de douane, et taxes d'effet équivalentes, sur plusieurs produits essentiels des pays africains tels l'ananas, le café, le thé, etc... En contrepartie, les 18 pays africains devraient appliquer un traitement tarifaire égal pour les produits des Six, et, plus précisément, ils devraient éliminer à concurrence de 15 % par an leurs droits de douane relatifs aux produits européens. Une clause de sauvegarde stipule que les pays africains peuvent maintenir ou établir des droits de douane sur des produits qu'ils sont appelés à produire dans le cadre de leur industrialisation, après consultation du conseil d'association. Par ailleurs, il a été prévu un désarmement contingentaire des deux côtés, c'est-à-dire que les deux parties ne devraient plus maintenir des restrictions quantitatives ; le maintien de telles restrictions, pour des causes relatives aux impératifs de l'industrialisation ou à des difficultés de balance des paiements, peut être entrepris par les pays africains et malgaches après consultation du conseil de l'association. Si des perturbations sérieuses affectent l'équilibre d'un pays faisant partie d'un groupe des deux partenaires, celui-ci est autorisé à prendre les mesures nécessaires.

Il a été prévu sur le plan de la circulation des capitaux, l'institution d'un droit d'établissement des ressortissants et des sociétés d'une façon réciproque, ce qui pourrait tendre à encourager les capitaux européens à venir s'implanter dans les pays africains.

Enfin, la convention de Yaoundé a posé les bases d'une multilatéralisation de l'aide financière et technique, par l'intermédiaire du fonds européen de développement ; aussi l'aide étrangère bilatérale serait-elle appelée à être remplacée par une aide communautaire commune.

Six ans après l'accord de Yaoundé et au lendemain de la signature de la nouvelle convention, peut-on faire le bilan ? On se référera ici à des données officielles et principalement à des articles de M. Hamani Diori, Président du Niger (Nations nouvelles, Revue de l'OCAM, n° 10).

Sur le plan commercial, le bilan est plutôt négatif. En effet, comme l'indiquait M. Walter Hallestin le 4 février 1964, de 1958 à 1964 les importations de la C.E.E. en provenance des pays en voie de développement ont augmenté de 44 %, tandis que les importations en provenance des pays africains associés n'ont progressé que de 28 %.

Le 18 avril 1969, M. Rochereau, membre de la commission de la communauté, indiquait que « si la C.E.E. a accru ses achats à l'ensemble du « Tiers-Monde » de 17 % durant les quatre dernières années, c'est seulement de 13 % qu'elle a augmenté ses importations en provenance des pays associés ». C'est dire que les pays sous-développés non associés, par exemple ceux de l'Amérique Latine, ont pu satisfaire la propension à importer de l'Europe beaucoup plus que les pays africains, qui, cependant, ont le « privilège » de l'association et des liens particuliers.

Trois causes fondamentales expliquent la stagnation en volume et surtout en valeur des exportations des pays associés.

1. L'Europe des Six accorde souvent des facilités à d'autres pays non associés pour différentes raisons : pour réussir à s'assurer un client qui pourrait être un bon fournisseur, et surtout pour démontrer que la C.E.E. ne pratique nullement une politique discriminatoire bannie par la philosophie du GATT. On notera à cet égard que la politique de la C.E.E. est source d'antagonisme et de contradiction entre les pays du Tiers-Monde. On notera surtout que l'association des pays africains n'atténue nullement la liberté de la C.E.E. qui, ne l'oublions pas, est entrée dans des négociations avec l'ensemble du monde capitaliste, et principalement les U.S.A., en vue de l'abaissement des droits tarifaires dans le cadre du Kennedy Round.

L'orientation mondialiste de la C.E.E. s'est développée aux dépens des pays africains associés et aux dépens de la notion d'association. Car la position de beaucoup de pays africains associés sur le plan du marché européen du café, du cacao, de l'huile de palme — qui devaient entrer en franchise — s'est trouvée affaiblie du fait de la réduction du T.E.C. aux pays tiers producteurs des mêmes produits

et du fait de l'octroi de contingents sur des marchés traditionnels qu'ils détenaient (comme le marché allemand).

2. Les pays européens des Six n'ont pas hésité à arrêter les exportations africaines en instaurant des impôts et taxes à la consommation des produits importés de l'Afrique. Les taxes intérieures sur ces produits varient selon les pays européens de 60 à 250 %. Cette fiscalité interne, décidée selon, peut-être, des considérations intérieures, a pour but d'annuler les effets des variations des cours mondiaux au niveau du consommateur européen. Elle annule aussi les effets de préférence accordés aux pays associés.

3. Le troisième aspect négatif de l'évolution du commerce africain vers les pays des six concerne les variations des cours mondiaux. En effet, les pays européens achètent au prix mondial les produits africains et ne pratiquent envers eux aucune politique de garantie. C'est ainsi que la valeur de l'exportation d'une tonne de cacao permettait en 1960 d'importer du Cameroun 2.700 mètres de tissu ou 1.200 kilos de ciment, en 1965 seulement 800 mètres de tissu et 450 kilos de ciment. Une tonne de café de la Côte d'Ivoire permettait l'achat de 4.500 kg de fer béton en 1958 et de 3.000 kg en 1962. D'une part, le prix d'exportation continuait à baisser, et d'autre part le prix d'importation des produits manufacturés de l'Europe continuait à s'élever.

Un autre exemple significatif : en 1958-59, le prix du kilo de café acheté au planteur de la Côte d'Ivoire était en moyenne de 115 frs CFA (2,30 f) — en 1969 ce prix est de l'ordre de 90 frs CFA (1,80 à 1,50). Dans la même période, le prix du kilo de cacao a baissé de 90 à 75 frs CFA (1,80 à 1,50 f) au Niger ; l'arachide représente 75 % des exportations ; le prix du kilo a subi une baisse de 20 % entre 1965 et 1968.

Cette variation des termes de l'échange annule d'ailleurs les effets positifs de l'aide étrangère.

Par ailleurs, il faut noter deux constatations importantes relatives aux courants commerciaux entre l'Europe et les pays africains associés :

— L'association n'a nullement prévu un système de garantie des prix et des cours des productions des pays africains, ce qui constitue certainement un retrait par rapport aux avantages qui leur étaient accordés, avant leur indépendance, par le marché français (celui-ci se portait garant de l'achat d'une quantité déterminée à un prix déterminé beaucoup plus élevé que le prix du marché international).

Au nom d'un certain mondialisme, l'association voudrait pousser le petit planteur africain à se mesurer aux forces qui existent dans le marché mondial. C'est ainsi que l'Europe qui protège et soutient son agriculture refuse de soutenir l'agriculture des autres.

— La réciprocité des faveurs accordées sur le plan commercial a joué surtout aux dépens des pays africains. En effet, d'une part les prix des produits exportés par les pays européens, qui sont des produits de son industrie, n'ont pas cessé d'augmenter et d'évoluer dans un sens contraire à celui des denrées africaines, et d'autre part, les statistiques de l'E.A.M.A. révèlent que les avantages consentis par les 18 s'élevaient en 1967 à 80 millions de dollars contre 60 millions accordés par les pays européens.

Il n'est pas de notre ressort ici d'étudier l'inefficacité réelle de l'aide étrangère car elle est relative aussi bien à l'aide communautaire qu'à l'aide bilatérale. Mais il est certain que l'expérience de l'association a montré que l'action du F.E.D., comme celle de tout organisme multinational, n'a pas l'envergure de l'action de l'aide bilatérale. Le bilan en matière d'investissement est aussi très maigre, car en Afrique, comme partout, le capital étranger boude le Tiers-Monde, et l'association ne pouvait pas changer cette attitude.

D'aucuns considèrent que le fonds européen de développement commun est « la clé de voûte de l'édifice de l'association » des pays africains. Pour la première période d'association 1958-62, le F.E.D. avait été doté de quelque 580 millions de dollars qui devaient alimenter une aide essentiellement d'ordre budgétaire aux pays et territoires associés à l'instar de l'aide bilatérale. Lors de la signature de l'accord de Yaoundé I (1963) il a été prévu d'élever la somme d'aide accordée à 730 millions de dollars, à laquelle il fallait ajouter quelque 70 millions de dollars fournis par la Banque Européenne d'investissement qui intervenait surtout dans les régions pauvres d'Europe dans le cadre de la politique régionale. La contribution des états membres se répartit comme suit : Allemagne 246,5, France 246,5, Italie 100, Belgique 69, Luxembourg 2 et Pays-Bas 66, total = 730 millions, soit 15 millions annuels. Le FED pouvait intervenir en accordant aussi des avances à court terme aux caisses de stabilisation qui régularisent les cours de produits tropicaux des pays associés.

Ces 730 millions étaient répartis en 620 sous forme de subventions et 110 sous forme de prêts. Il faut cependant noter que plus de 70 % de l'aide sert à l'achat de matériel européen.

Tous ces problèmes, absence de garantie de cours, manque d'in-

vestissement étranger, stagnation des exportations africaines ont été à l'ordre du jour des nouvelles négociations entre les 18 et les 6 en 1969.

Les conditions de ces négociations étaient difficiles pour plusieurs raisons :

— Après 10 ans d'association, la situation des pays africains s'est détériorée et la dépendance de leurs structures semble s'être liée à un fatalisme. Ainsi, malgré l'amertume des dirigeants africains, suscitée par l'échec de l'expérience de l'association, on s'étonne de les trouver de nouveau demandeurs devant la porte de Bruxelles. Ils ne conçoivent nullement d'autres voies en dehors de l'Europe et ils sont prêts à accepter tout ce que celle-ci peut leur imposer.

— L'évolution interne de l'Europe l'a conduite à s'identifier de plus en plus à un certain mondialisme qui refuse l'octroi d'avantages à des régions déterminées. C'est dans ce sens que l'on peut dire que le néo-colonialisme refuse le colonialisme et les données du colonialisme tout en le remplaçant. L'Europe applique de plus en plus une politique de protection de son marché. Aussi voit-on les ministres africains, lors des négociations de 1969, évoquer avec étonnement « les discussions d'épiciers égoïstes » qui ont caractérisé ces négociations.

Sur la table des négociations, les africains ont présenté des doléances dont la plupart ont été refusées :

— Sur le plan financier, les 18 ont demandé que l'aide soit portée de 730 millions de dollars dans la dernière phase quinquennale à 1.200 millions de dollars, dans le seul but de maintenir le niveau antérieur, compte tenu de la hausse des prix industriels européens et de la baisse des prix des denrées africaines, ainsi que la hausse du fret maintenue.

— Sur le plan commercial, les pays africains ont demandé l'institution de garanties de prix, et l'application d'une véritable politique d'association envers leurs pays. En fait, sur ce point, l'Afrique ne devait avoir aucune illusion. La nouvelle Europe n'était nullement prête à accepter la réalisation d'une véritable association sur le plan commercial.

Les négociations en vue du renouvellement de la convention de Yaoundé ont été une grande déception. Comme le notait un journaliste français, « en dépit des discussions longues et âpres, la nouvelle convention d'association ressemblera beaucoup à celle qui est venue à

expiration le mois dernier. Cette constatation suffit à elle seule à désappointer beaucoup d'africains ».

En réalité, les résultats des négociations sont en-deçà des implications de la première convention et sont très éloignés des doléances africaines.

Au niveau de l'aide financière, il a été prévu d'accorder une assistance de 1 milliard de dollars et étalée sur 6 ans (810 millions de dollars en dons, 90 millions en prêts spéciaux et 100 millions en prêts de la Banque européenne) — l'augmentation par rapport à la phase quinquennale de la première convention est nulle du fait de l'évolution des prix depuis 1963. La répartition de la contribution de cette aide a peu varié puisque les Pays-Bas ont aligné leur quote-part sur celle de la Belgique, mais la France, avec 298,5 millions de dollars, et l'Allemagne Fédérale, avec 246,5 millions de dollars, gardent l'essentiel de la contribution. Par ailleurs, l'aide à la production et au soutien des cours a été purement et simplement supprimée.

Au niveau commercial, on a permis aux pays africains d'utiliser de nouveaux instruments en vue de la protection de leur industrie en instituant une protection de 10 à 15 % contre la concurrence étrangère sur certains marchés de fournitures dans les appels d'offre lancés par le F.E.D. Cette mesure de portée limitée pourrait tendre à l'utilisation optimum du produit monétaire de l'association européenne sur le sol africain.

Les discussions sur les implications commerciales ne pouvaient pas ne pas entraîner un aménagement du tarif de la C.E.E., en vue de répondre aux exigences des Pays-Bas et de l'Allemagne Fédérale, désireux de réduire les droits de douanes communautaires perçus sur les importations de café, d'huile de palme et de cacao. C'est dans ce sens que la commission a suggéré aux Ministres des Six de réduire le T.E.C. perçu sur le café de 9 à 7 %, sur l'huile de palme de 9,6 % à 7 %, enfin le cacao de 5,4 à 4,5 %. Cette réduction, qui est une ouverture mondialiste, est en fait une réduction des préférences accordées aux pays africains et malgaches associés.

Si des auteurs européens chantent au lendemain de ce Yaoundé II « l'association intelligente », s'ils adhèrent à la joie mélancolique d'André Maurois « quand un ménage va cahin-caha, c'est merveilleux », il n'en est pas moins vrai que c'est avec un sentiment d'humiliation, de tristesse et d'anxiété douloureuse que les Ministres africains applaudissaient la signature le 29 juillet 1969 à Yaoundé de la nouvelle convention.

V. — L'association du Maroc et de la Tunisie.

Le cas de l'association du Maroc et de la Tunisie en mars 1969 peut paraître plus surprenant, car ces deux pays — surtout le Maroc — ont une économie beaucoup plus complexe que celle des 18 pays et peuvent choisir d'adhérer à une politique d'indépendance ⁽¹⁾.

De par sa structure économique néo-coloniale et ses liens traditionnels avec la France, le Maroc dépend de l'économie européenne qui s'organise de plus en plus dans un ensemble homogène, ce qui soulève pour l'avenir le problème de définition des relations entre les deux parties.

Les pays du marché commun sont de loin les premiers clients du Maroc et ses premiers fournisseurs. Les exportations marocaines vers la C.E.E. représentent quelque 62 % de l'ensemble des exportations totales. Les importations qui parvenaient de ces pays au Maroc représentaient quelque 55 % de l'ensemble des importations.

Dans ce total, la place de la France est privilégiée à cause des liens traditionnels commerciaux entre les deux pays, puisque la part des exportations dirigées vers la France représente 49 % de l'ensemble des exportations et la part des importations reçues par le Maroc de la France représente 42 % (1965-1967).

Une simple analyse des exportations marocaines vers le Marché Commun nous conduit à affirmer que le problème de la nature des relations futures tourne autour des produits agricoles, des primeurs et des sardines. Pour les autres produits, aucune difficulté ne peut être envisagée, puisqu'il est de l'intérêt même des économies importatrices de ne lever aucun droit douanier, principalement en ce qui concerne les phosphates et les minerais.

Pour les agrumes, sur les 530 000 tonnes exportées en 1966-1967, 340.000 tonnes ont été écoulées sur les pays du Marché Commun. On compte, selon les estimations de l'Office de Commercialisation et d'Exportation, pour 1973-1974 quelque 800.000 tonnes exportables. Les perspectives d'une fermeture des frontières européennes et de l'intégration d'une Espagne concurrente dans cette Europe peuvent justifier toutes les craintes.

Le problème des primeurs ne paraît pas aussi difficile à cause de la précocité des produits marocains, qu'une réglementation douanière ne peut mettre en échec.

(1) Nous étudions principalement le cas du Maroc. Celui de la Tunisie est relativement similaire.

Par ailleurs, les difficultés d'écouler les conserves de poissons ne paraissent pas dépendre uniquement de l'avenir des relations avec la C.E.E., mais aussi et surtout de la structure du prix de revient de cette production. L'exportation du vin et des conserves de fruits semble dépendre beaucoup plus de l'avenir des relations avec l'Europe, du moins dans une perspective statique des productions.

Avant mars 1969, les relations du Maroc avec le Marché Commun étaient régies par deux textes européens :

— Le protocole relatif aux marchandises originaires et en provenance de certains pays bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des Etats membres, annexé au traité de Rome et qui stipule que « l'application du traité n'exige aucune modification du régime douanier applicable à l'entrée en vigueur du traité aux importations en France de marchandises originaires et en provenance du Maroc et de la Tunisie ».

— La déclaration d'intention en vue de l'association à la C.E.E. des pays indépendants appartenant à la zone franc.

Le Maroc se trouve donc « devant un monde organisé et qui s'est organisé sans notre participation ». L'économie du Maroc est devant un choix ; s'associer au Marché Commun, ou changer la structure de son commerce extérieur. Que lui offre l'association ?

Depuis la naissance du Marché Commun, on note une évolution très nette de la position du Maroc vis-à-vis de la nouvelle entité européenne et cette évolution reflète en fait les perspectives en matière de développement. Cette évolution apparaît dans la confrontation des attitudes du plan quinquennal 1960-1964, du plan triennal 1965-1967 et enfin du plan quinquennal 1968-1972.

Le premier plan quinquennal ignore le problème du Marché Commun et opte pour son dépassement et ce, en affirmant que les « exportations du Maroc sont systématiquement dirigées vers les marchés d'accès les plus faciles et les plus rémunérateurs », et en adoptant la voie de la diversification du commerce extérieur.

L'attitude du dépassement constitue en fait une réponse au problème posé au Maroc par le Marché Commun, et implique par ailleurs une orientation économique dirigiste, une adaptation structurelle de la production et un effort en vue de sortir de l'orbite de la dépendance par rapport à la France.

Le plan triennal 1965-1967 a opté pour un choix différent. On rappellera ici que la conception de l'équilibre constitue le fondement

des travaux du plan triennal, intervenu après une période de déséquilibre des finances internes et externes du pays, et que ce plan a fait de l'appel aux capitaux étrangers et à l'aide publique étrangère un instrument principal de sa politique. C'est dans le cadre de cet appel que ce plan perçoit la nécessité d'associer l'économie marocaine à celle du Marché Commun.

« Un cadre de coopération, peut-on lire dans le plan triennal, doit être recherché avec la Communauté Economique Européenne pour définir les relations de clientèle réciproque, les conditions de la coopération technique et les possibilités d'investissements de capitaux. A défaut de cadre, les échanges commerciaux entre le Maroc et l'Europe des Six risquent d'être rendus plus difficiles par la concurrence de pays aux productions similaires qui ont déjà signé des accords avec la Communauté... L'institution d'une zone de libre-échange avec le Marché Commun européen doit constituer un facteur important du développement du Maroc, notamment en y favorisant les transferts d'industries employant une main-d'œuvre abondante et relativement qualifiée ».

L'optique du plan triennal insiste sur le renforcement des liens entre le Maroc et le Marché Commun dans une perspective beaucoup plus financière que commerciale. La zone de libre-échange qu'il suggère « devant déborder les dispositions purement commerciales et comprendre des dispositions économiques et financières, notamment des aides à la production et à la reconversion agricole, le financement des diverses infrastructures, l'attribution de crédits à long terme dans de bonnes conditions ». Les objectifs du plan quinquennal 1968-1972 supposent la conclusion d'un accord au début de la période quinquennale. Le plan souligne que l'association du Maroc au Marché Commun « aura l'immense avantage de normaliser les relations du Maroc avec la C.E.E., le grave doute qui pesait sur l'avenir de nos exportations au cours du plan triennal sera en grande partie levé. De plus, les possibilités qui seront ouvertes aux produits marocains sur un marché de taille européenne, au pouvoir d'achat élevé, devraient stimuler les investissements industriels et agricoles sur notre territoire ».

Le plan quinquennal 1968-1972 souligne par ailleurs que la politique de libéralisation des échanges inaugurée en juin 1967 entre dans le cadre du « nouvel aspect de nos relations avec les ensembles économiques et l'effort de diversification de nos débouchés ».

Des difficultés d'ordre politique, et l'intérêt que portent les Européens à résoudre leurs propres problèmes à Bruxelles, n'ont pas permis aux négociations de la C.E.E. d'aboutir rapidement.

Les relations du Maroc avec le Marché Commun ont été l'objet de discussions marginales avec la France à l'occasion de l'ouverture de toutes les discussions financières entre les deux pays. Depuis 1965, les pourparlers se situent beaucoup plus à l'échelon de Bruxelles qu'à celui de Paris, d'autant plus que les relations d'aide financière entre l'ancien protectorat et la France ont été rompues.

Le 14 décembre 1963, le Conseil des Ministres de la C.E.E. a été saisi d'une demande d'ouverture de conversations exploratoires par le Gouvernement du Maroc. La commission s'est réunie pour la première fois le 31 janvier 1964 avec une délégation marocaine qui déclarait que « la perspective de l'établissement progressif d'une zone de libre-échange lui paraissait l'hypothèse de travail la plus souhaitable pour la bonne marche des conversations ».

Au début de 1967, la Commission du Marché Commun prépara un document traçant les grandes lignes d'un accord éventuel entre les pays du Maghreb et la C.E.E. et qui impliquait d'une part l'abandon des relations préférentielles avec la France, et d'autre part l'harmonisation des politiques commerciales dans le cadre d'une zone de libre-échange.

Dans le cadre de cette zone de libre-échange, les pays maghrébins tendaient à demander le maintien, dans une première phase, des avantages dont ils bénéficiaient antérieurement pour leurs exportations vers l'Europe et la définition, dans une deuxième phase, d'un régime intra-communautaire intégral pour les produits agricoles.

On pourra dire que les deux côtés tendaient à envisager une zone de libre-échange déséquilibrée, ce déséquilibre étant conçu différemment de part et d'autre de la Méditerranée. Pour le Maroc, libre-échange déséquilibré signifie principalement un désarmement douanier et contingentaire se poursuivant à un rythme beaucoup plus lent de son côté que de l'autre côté. Pour la C.E.E., libre-échange déséquilibré signifie que l'accord touche surtout les produits industriels, les capitaux, partiellement les produits agricoles et nullement la main-d'œuvre. Mais des deux côtés, on attachait une importance égale à la coopération technique et financière.

Après maintes hésitations, des négociations Maroc-C.E.E. se sont déroulées à Bruxelles en octobre et novembre 1968. Les premières réunions ont été interrompues à la demande des négociateurs marocains qui n'avaient pas mandat pour répondre favorablement aux exigences de la C.E.E. Celle-ci demandait :

— La diminution du tarif douanier de 30 % pour divers produits fournis par les six.

— L'établissement de contingents de produits non libéralisés au Maroc en faveur de la C.E.E.

Pour le Maroc, ces contingents vont à l'encontre du principe de libéralisation.

Lors des discussions de novembre 1968, on a enregistré un grand rapprochement des points de vue.

Le 31 mars 1969 fut signé l'accord d'association. Son contenu est purement commercial, en ce sens qu'il ne mentionne pas l'aide financière et technique, mais son esprit est lié à celui de l'association.

Les concessions sur le plan commercial sont réciproques :

— Pour les exportations marocaines : réduction de douane de 80 % pour les agrumes, de 0,25 par ql pour le blé dur ; un avantage de 5 DH par ql pour l'huile d'olive, le régime intra-communautaire sur la France et le Bénélux pour les conserves de poissons et pour quelques conserves de légumes, enfin régime intra-communautaire pour certains produits industriels.

— Pour les importations, le Maroc devrait s'appliquer à réduire ses tarifs douaniers sur les exportations de 13 % en moyenne et à établir trois listes de contingents en faveur des exportations européennes.

— La première liste (55 % des demandes contingentaires européennes) accorde le bénéfice classique des contingents avec une majoration annuelle de 5 %.

— La deuxième liste dite d'imprévisibilité (20 % des demandes de la C.E.E.) accorde un pourcentage du programme d'importation marocaine.

— La troisième liste, dite d'attente pour industrialisation, regroupe des contingents en pourcentage des besoins d'importations du Maroc jusqu'à la création d'industries nationales correspondantes (sur ce point, notons que la C.E.E. devrait être informée de la progression de l'industrialisation du Maroc).

L'accord est de type d'association, mais il est partiel même au niveau commercial : ni les primeurs, ni le liège, exportations marocaines importantes, ne sont concernés.

Peut-on envisager ce qui se passera dans l'avenir, c'est-à-dire quelles sont les conséquences de l'association ?

Comme nous l'avons montré dans un article (Lamalif, n° 30, juin 1969), le jugement de l'avenir est relatif à l'évolution interne de la C.E.E. et de celle de sa politique extérieure.

Sous réserve de changements qui pourraient intervenir, l'association du Maroc aura les conséquences suivantes :

1. Pour les exportations marocaines d'agrumes, de sardines, il y aura certes théoriquement un marché sûr, sous réserve bien sûr d'une possibilité d'élargissement de la C.E.E. ou de facilités qu'elle pourra accorder à des pays concurrents. Il est à signaler à cet effet que la réduction obtenue le 25 mars par Israël, l'Espagne et le Portugal de 40 % de droits de douane devrait être comparée à la réduction qui nous a été accordée dans le cadre de l'association (80 %). Ceci aura pour conséquence l'existence d'un écart de 8 % seulement entre les droits que nos agrumes doivent payer et ceux d'Israël (4 % contre 12 %). Malgré cet écart, qui reste relatif, le problème du coût de nos agrumes, c'est-à-dire de leur compétitivité, reste posé.

Il est à signaler, à ce titre, une étude de l'O.C.E. où il est dit que le véritable problème, qui doit « retenir toute l'attention des responsables, ne provient pas en réalité de droits de douane à éviter ou à payer, mais d'une concurrence qui pose en des termes précis la rentabilité et l'existence même du verger marocain... Il s'agit de maintenir l'état sanitaire du verger marocain, de préserver une qualité dont on ne dira jamais assez les graves dangers qu'elle court ». Donc, le problème du coût se situe au niveau de la gestion des cultures. Dans la mesure où la gestion est défailante pour des raisons socio-économiques, dans la mesure où le producteur d'agrumes au Maroc croit à l'existence d'un marché sûr, son esprit d'innovation baissera au-dessous du niveau actuel qui n'est pas tellement élevé. Selon la théorie économique la plus libérale, jamais la sûreté d'un marché n'a été source de progrès et d'innovation. Pour les sardines, le problème du coût reste posé aussi à cause de l'existence d'un monopole de confection des boîtes de sardines. En bref, dans l'avenir, le problème du coût restera à l'ordre du jour, malgré l'association.

2. L'accord aura certainement des conséquences sur nos relations avec les autres partenaires. En effet, l'avenir de notre commerce avec les pays socialistes, par exemple, dépendra de notre propension à acheter à ces pays ; car eux sont prêts, économiquement, à absorber une part importante de nos exportations. Dans la mesure où les importations restent dominées par le privé, dans la mesure où un certain préjugé défavorable reste enraciné dans l'administration à

l'encontre de tout ce qui n'est pas made in Europe ou made in U.S.A., dans la mesure, enfin et surtout, où nous venons de faire des concessions d'ordre tarifaire et surtout contingentaire à l'Europe, l'avenir de nos importations du reste du monde est problématique. Ceci aura certainement des répercussions sur nos exportations au reste du monde et sur les flux d'aide économique des pays non-européens. Ceci renforcera le statu quo actuel de nos courants commerciaux.

3. L'accord stipule qu'une part importante des produits industriels marocains « est admise à l'importation de la C.E.E. sans restriction quantitative et en exemption des droits de douane et taxes d'effets équivalents », sous réserve que ces produits comprennent plus de 50 % de matières premières provenant d'un pays tiers au Maroc et à la C.E.E. Pour les défenseurs de l'accord, c'est là un avantage considérable. On pourra faire remarquer que des délégations européennes sont venues prospecter le terrain pour de nouveaux investissements. Il semble que quelques industries (la chaussure, la bonneterie) pourraient prétendre vendre dans le marché européen. Mais l'essentiel de notre industrie restera non compétitive, car depuis toujours l'industrie marocaine a été construite grâce à des aides, à des subventions et à une véritable défense de la part de l'administration du protectorat et de l'indépendance. Ce manque de compétitivité sera accentué si l'on tient compte de la politique extérieure de la C.E.E., c'est-à-dire de ses accords préférentiels avec d'autres économies plus compétitives que l'économie européenne.

4. Conséquences sur le budget marocain et la fiscalité :

Avec une possibilité d'exportation de 800.000 tonnes d'agrumes en 1973, l'O.C.E. pense que le Maroc perdrait quelque 72 millions de DH en cas de non association. On a par ailleurs estimé que les plus-values de recettes de nos exportations pourraient se chiffrer à quelque 40 à 50 millions de DH actuellement. Par contre, la moins-value engendrée par la réduction des droits de douane vis-à-vis de nos importations de l'Europe serait de 30 à 50 millions de DH. Cette moins-value pourra-t-elle être compensée ? Par une augmentation des impôts, et quels impôts ? Ou par une réduction des dépenses publiques, et quelles dépenses ? Il y a des impôts et des dépenses qui sont déjà incompressibles politiquement, l'enseignement par exemple. Il y aura donc une influence certaine sur le comportement de notre budget.

5. Nous devons aussi tenir compte de la politique fiscale interne de l'Europe, qui est indépendante de l'accord de l'association, mais

qui peut annuler tous les effets avantageux de ce dernier. M. Hamani Diori, Président de la République du Niger, parlait en décembre 1966 dans la Revue de l'O.C.A.M. des « obstacles qui freinent l'écoulement des produits agricoles des pays africains associés à la C.E.E. ». « Il s'agit, écrivait-il, des impôts et taxes à la consommation qui frappent certains de ces produits dans les marchés européens... Cette fiscalité spécifique annule pratiquement les effets des préférences qui nous ont été accordées par la convention de Yaoundé ». Pour le Maroc, il serait intéressant de suivre les répercussions de la fiscalité européenne interne sur nos produits pour mieux apprécier à sa juste valeur les préférences qui nous sont accordées...

L'article 5, qui stipule l'interdiction « de toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant directement ou indirectement une discrimination entre les produits d'une partie contractante et les produits similaires originaires de l'autre partie contractante » ne concerne pas l'essentiel de nos exportations, qui sont d'ordre agricole, donc ne sont pas produites par l'Europe actuellement, mais peut concerner les exportations des produits manufacturés européens qui peuvent avoir des équivalents au Maroc.

6. Dans cette approche de l'avenir, il faut aussi tenir compte des clauses particulières de l'accord qui pourront avoir bien sûr leur propre influence et pourront perturber les effets de l'accord. Elles sont nombreuses :

— Clauses particulières par rapport à la construction éventuelle du Maghreb économique :

« L'accord ne fait pas obstacle au maintien ou à l'établissement par le Maroc d'unions douanières ou de zones de libre-échange, dans la mesure où celles-ci ne sont pas ou ne se révèlent pas incompatibles avec les principes et les dispositions de l'accord ».

— Clauses afférentes à la possibilité de l'industrialisation du Maroc :

« Pour autant que des mesures de protection s'avèrent nécessaires pour les besoins de son industrialisation et de son développement, le Maroc peut procéder à des retraits de concessions consenties pour les produits concernés, sous condition de l'octroi de concessions équivalentes maintenant l'équilibre de l'accord. L'ensemble de ces mesures est pris après consultation de la communauté au sein du Conseil d'Association ». L'idée de l'équilibre des concessions joue dans l'introduction de toute nouvelle industrie.

— Clauses spéciales concernant les perturbations sérieuses qui pourraient se produire dans un secteur de l'activité économique du Maroc ou de l'un de plusieurs Etats membres de la C.E.E. La partie concernée peut prendre les mesures de sauvegarde nécessaires.

— Clauses relatives au lien entre les dispositions de l'accord et la possibilité d'élargissement géographique ou sectoriel de la C.E.E. et de sa politique. Le discours du Président de la délégation européenne met en relief cette clause d'une façon explicite.

« Je manquerais enfin à mon devoir, dit-il, si je ne rappelais pas que la communauté se réserve la possibilité de modifier le régime des produits agricoles retenu par l'accord, pour lesquels, ensuite, une organisation de marché serait créée ou modifiée, tout en s'engageant, dans cette éventualité, à tenir compte des intérêts de son partenaire ou de lui accorder des avantages comparables ».

Le problème de la C.E.E. intéresse aussi les autres pays sous-développés qui n'ont pas eu des liens directs dans le passé avec l'un des pays membres de la communauté.

VI. — L'Europe et les autres pays sous-développés.

Il s'agit surtout de pays appartenant à l'Amérique Latine, à la Méditerranée orientale et à l'Afrique de l'Est.

Les pays de l'Amérique Latine se sont souvent acharnés à combattre les effets de l'association des pays africains et ont essayé avec succès de ne pas perdre le marché traditionnel de leurs produits tropicaux en Allemagne Fédérale ou aux Pays-Bas. Ils ont été aidés souvent par la philosophie libérale et anti-organisationnelle de ces deux pays, par la permanence des courants traditionnels, par le niveau de la productivité et de la qualité de leurs produits qui dépassent celles des pays africains.

D'autres pays, comme l'Iran et l'Inde, ont conclu des accords bilatéraux avec la C.E.E. L'accord avec l'Iran signé en 1963 (pour 3 ans) prévoit la suppression limitée du T.E.C. pour les tapis de laine, les raisins secs (avec un contingent), les abricots secs et le caviar. Pendant les mêmes années, le T.E.C. a accordé des concessions unilatérales à l'Inde, (étendues aux pays membres du GATT), qui stipulent la suppression pendant 2 ans du T.E.C. pour quelques produits traditionnellement vendus par l'Inde, tels l'huile de santal, le ricin, les paillassons, les peaux (3 % des exportations de l'Inde vers la communauté).

Par ailleurs, un accord survenu le 16 juillet 1966 à Lagos a été signé entre 4 pays africains anglophones : la Nigeria, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Les Six se sont engagés à abaisser leurs droits d'importation et à éliminer les restrictions quantitatives susceptibles de frapper les produits en provenance de la Nigeria. Toutefois, pour préserver les intérêts des 18 associés, ces dispositions ne s'appliquent que partiellement à l'huile de palme, à l'huile d'arachide, au cacao, aux bois plaqués et contreplaqués.

L'évolution de la situation en Nigeria et d'autres difficultés n'ont pas cependant permis une véritable application de l'accord.

Parallèlement à ceci, un accord entre deux communautés, la C.E.E. et la communauté formée de trois pays (Kenya, Tanzanie et Ouganda), a été signé à Arusha (Tanzanie) le 26 juin 1968. Selon l'accord, les exportations de ces trois pays sur l'Europe à l'exception du café, clous de girofle et conserves d'ananas doivent entrer en franchise de douane. En contrepartie, les 3 pays accordent à la C.E.E. des avantages tarifaires compris entre 2 et 9 % pour 59 produits (soit 1/6 des exportations de la C.E.E. aux trois pays).

Cet accord n'a jamais été appliqué faute de ratification par les Etats membres de la C.E.E. De nouvelles discussions se sont déroulées en juillet 1969 et ont abouti à une nouvelle association (Arusha II). Le nouvel accord prévoit que la C.E.E. exemptera la plupart des produits de la Communauté africaine de droits de douane. Le contingent annuel pour le café passera de 42.500 tonnes à 56.000 tonnes. Celui des conserves et celui de l'ananas s'établiront à 860 et 100 tonnes respectivement. Par contre, les trois pays doivent accorder à la C.E.E. des préférences tarifaires entre 2 % et 8 % du tarif douanier pour une cinquantaine de produits.

Aujourd'hui, d'autres pays tels la R.A.U. tendent à instaurer des relations avec la C.E.E.

Nous avons montré tout au long de cette étude l'insignifiance de l'association, nous allons l'expliquer en tenant compte de l'analyse économique.

VII. — Les causes de l'échec de l'expérience de l'association et ses effets.

La première cause de l'échec de l'association provient de l'inadaptation entre les structures avancées de l'Europe et celles des pays associés.

Les pays de la C.E.E., qui pratiquent l'autarcie vis-à-vis des autres pays, prônent le libre échangeisme au niveau mondial. Ils incitent les pays associés à encourager les capitaux étrangers et à opter pour une conception libérale du développement.

Certes, l'accord d'association se conclue entre deux entités souveraines et égales au niveau du droit international. C'est aussi un accord d'équilibre économique et juridique : les concessions sont de part et d'autre. Les clauses de sauvegarde jouent des deux côtés. Mais face à cette égalité théorique d'ordre juridique et politique, il y a une inégalité à la base, d'ordre économique, qui est source d'une inégalité réelle.

Celle-ci est d'ordre structurel. L'accord se fait entre une structure industrielle, complexe et une structure agraire et archaïque. Il y a une domination économique qui se reflète par une domination de revenu, par une domination sectorielle, et par une domination commerciale et financière. Une égalité entre deux inégalités ne peut que renforcer l'inégalité elle-même. Par ailleurs, l'inégalité est dynamique et se reflète dans la politique et les plans de chacun. On est devant un pouvoir économique, culturel et psychologique plus fort que celui de l'autre, le pouvoir étant un élément important de la politique économique. Dans un rapport présenté à la C.N.U.C.E.D. (Genève 1964), on remarque fort justement que le groupement dans l'association « ne stimule guère l'efficacité de l'appareil industriel du partenaire moins développé, car en général, à moins d'une absence totale de réciprocité, l'effet de l'ouverture du marché de ce dernier est plus important que le bénéfice que ses industries d'exportation peuvent tirer du traitement préférentiel ».

Le secret même du succès de l'association de la C.E.E. est à la base l'échec de l'association des pays du Tiers-Monde à celle-ci. En effet, le secret du succès de la C.E.E. provient de plusieurs éléments :

— Le rapprochement géographique entre les pays qui permet une politique d'intégration non coûteuse. Les Six en effet forment un seul bloc géographique.

— L'inexistence de tout effet de domination économique entre les Six. En effet les revenus sont proches, les économies sont complexes, les échanges commerciaux sont équilibrés. Bref, la phase historique de développement est la même au niveau des pays européens. Ce qui permet une intégration en faveur de toutes les parties.

— L'inexistence de domination politique, directe ou indirecte, entre les pays.

— L'interférence des phénomènes extra-économiques pour renforcer l'unité européenne. En effet l'histoire des pays européens, le développement de leur culture, de leurs traditions ont façonné tout un monde européen harmonieux.

Ces éléments conduisent à l'intégration européenne, non pas en vue d'une spécialisation entre les pays européens, mais en vue d'une complémentarité dynamique entre ces pays dans le sens d'une économie complexe.

Tous ces éléments font défaut dans les relations entre l'Afrique et l'Europe. En effet, les relations sont caractérisées par l'éloignement géographique (qui est un élément de coût), une domination par l'effet de revenu, l'effet technologique, l'effet financier et l'effet des termes de l'échange, une domination politique réelle, l'inexistence de toute interférence harmonieuse des phénomènes extra-économiques, (les relations historiques, psychologiques et culturelles sont basées sur un effet de domination).

La conséquence de cet état de fait est double :

— D'une part, l'association permet de maintenir la domination, la division du travail et la spécialisation entre pays pauvre et pays riche.

— D'autre part, l'association prend souvent un caractère commercial (c'est le cas de l'accord C.E.E.-Maroc-Tunisie) et donne lieu à la création d'une zone de libre-échange. A ce niveau, on pourra dire que l'association permet la naissance d'un marché commun entre pays pauvre et pays riche, alors que la Communauté Européenne dépasse le stade commercial traditionnel pour se placer au niveau structurel plus complexe. La communauté implique la solidarité.

Le développement économique est — nous semble-t-il — une perpétuelle interaction entre des secteurs, des régions et des hommes permettant l'intégration de tous ces éléments, leur enrichissement et leur épanouissement mutuels où l'intégration ne joue pas le rôle d'instrument de rencontre, mais d'instrument de croissance.

L'association, au niveau du concept et du contenu, est au départ contraire au processus d'interaction égale entre régions et secteurs, interaction qui est à la base du développement. Elle ne propose pas une intégration, mais une juxtaposition de deux économies totalement différentes, basée sur un cosmopolitisme libéral et sur la division du travail. Le secret du succès de la communauté européenne provient même de son option pour une voie dynamique qui, à partir des situa-

tions existantes, tend à rendre plus complexe chaque économie à l'intérieur de chaque pays et plus complexes aussi les échanges inter-communautaires. L'association pourra, certes, permettre la continuation, voire même un certain développement, des relations commerciales entre le pays associé et l'Europe sans pour autant changer la nature, ni la qualité, de ce commerce. Mais elle ne pourra pas rendre plus complexes, c'est-à-dire plus riches en productivité, les exportations du pays associé, car l'association est dans son essence pour le maintien ; elle ne pourra pas en conséquence engendrer un développement économique. Aussi, le caractère statique et malthusien de l'association apparaît facilement puisque ses seuls résultats sont le maintien des courants économiques traditionnels nés de relations de domination coloniale. On peut même dire que l'association a un caractère régressif dangereux car, loin de protéger l'économie du pays associé des économies externes en vue de susciter la naissance de nouvelles industries, elle prétend protéger les courants commerciaux existants.

Un exemple concret peut nous démontrer le résultat d'osmose entre deux régions dont l'inégalité est à la base des relations. La colonisation a souvent partagé les territoires colonisés entre deux régions : la partie dite utile s'allonge souvent sur la côte et se cantonne autour des ports et autour de quelques îlots de progrès, le reste du pays constituant la région inutile. Entre les deux zones, il y a nécessairement libre échange, du fait même qu'elles appartiennent à une même nation ; ceci n'a pas empêché cependant la partie utile, riche et prospère de rester telle, alors que l'autre partie reste enfouie dans la pauvreté.

L'association ne s'adapte pas non plus avec les lois de développement les plus élémentaires. Elle ne permet pas au pays de concevoir une politique de développement autonome. En effet, l'association ne permet pas aux responsables d'envisager les véritables problèmes structurels de leur économie. La solution des problèmes économiques ne leur paraît pas déterminée par les changements de la structure industrielle, qui reste dominée par les étrangers, ou à partir de l'entreprise d'une réforme agraire, ou plus généralement à partir de la poursuite d'une politique de développement autonome basée sur les potentialités humaines et naturelles nationales. La perspective de l'association au Marché Commun intervient dans la conception d'un développement fondé en premier lieu sur le maintien des courants commerciaux avec l'Europe, en second lieu, sur l'apport en capitaux européens.

A l'échelle sectorielle, la perspective de l'association ne permet pas aux responsables de mieux connaître les véritables problèmes.

L'exemple des agrumes au Maroc est probant : pour les agrumes, le véritable problème ne se pose pas au niveau du maintien des exportations de ces produits en Europe, mais plutôt au niveau de la concurrence acharnée que constitue pour l'orange marocaine celle de l'Espagne ou celle d'Israël et qui est due au coût interne du verger marocain. Pour les conserves, le véritable problème provient du coût élevé du conditionnement des conserves marocaines dû à l'existence d'un monopole étranger dans l'industrie des boîtes de sardines. Dans cette optique, le problème de l'association devient secondaire. Il s'agit en fait de choisir une option en vue de trouver des solutions aux problèmes internes de développement. Faut-il choisir la voie de la facilité et essayer d'importer la solution de l'extérieur ? ou faut-il essayer d'analyser les véritables causes du mal interne de l'économie, et donc de définir une véritable politique de développement ?

Le développement autonome d'un pays s'affirme dans l'orientation du processus complexe qui l'anime, l'encadre et qui est une conséquence d'une collaboration qui s'organise entre les secteurs de toutes les régions. Un développement implique l'enrichissement du potentiel de production en créant des liens de collaboration et de solidarité entre les secteurs existants et en polarisant les nouvelles créations productives par rapport aux anciennes. Un développement implique un effort en vue de noircir les cases blanches du tableau inter-industriel du pays. Or, dans le tableau inter-industriel d'un pays africain, les cases noircies sont souvent liées à l'extérieur en amont ou en aval, à l'exportation ou à l'importation. Ce choix du développement complexe est en fait le seul qui permette par ailleurs au pays de dépasser le dialogue sur la priorité entre l'industrie lourde et l'industrie légère, ou entre l'agriculture et l'industrie.

Comme l'a affirmé Lucien Brocard, cité à plusieurs reprises par André Marchal dans son livre « L'Europe Solidaire », la cause profonde du développement complexe est la protection douanière. « La protection, écrit-il, en suscitant la création d'industries nouvelles ou l'expansion de certaines industries existantes, peut, par l'effet de la solidarité nationale, donner à la production un élan général qui entraîne toutes les industries ». Le choix du développement national, autonome et complexe implique par ailleurs des recherches profondes en vue de l'utilisation des ressources internes, de la mobilisation du peuple et l'épanouissement de son intelligence et de ses facultés.

C'est dire que le développement est avant tout une stratégie. Mais par ailleurs, développer c'est aussi choisir, mais s'associer c'est perdre la liberté du choix. L'initiative du choix devient illusoire chaque fois

que les plans de développement nationaux entrent en osmose avec les plans de développement d'autres nations à niveau économique très élevé. Lors des décisions communes, l'effet de domination joue toujours en faveur du plus fort, et ce, d'autant plus que le partenaire fort est en réalité un ensemble d'intérêts privés.

S'associer, c'est donc s'aliéner. Encore faut-il se demander si cette aliénation apporte au pays pauvre des avantages consistants ?

On a pu dire que l'association permettra aux capitaux privés européens de venir s'installer à l'intérieur des pays associés et deviendra de ce fait un élément de croissance économique. Il faut signaler que l'association n'est qu'un élément supplémentaire d'appel aux investissements étrangers. D'autres moyens ont été utilisés sans grand résultat (les codes d'investissements, les avantages fiscaux et parafiscaux, les accords de garantie avec les pays donateurs de capitaux). Les capitaux n'ont pas cependant répondu. Pourquoi boudent-ils les pays sous-développés ? Plusieurs raisons peuvent être mises en évidence :

1. A la fin de l'ère coloniale, les capitalistes occidentaux, principalement ceux du pays ancien colonisateur, répugnent à s'installer dans l'ancien protectorat. Cette attitude se traduit lors des premières années de l'indépendance par la fuite des capitaux. Le retour à « une situation normale » dans le nouveau pays indépendant n'incite pas cependant les capitaux transférés à revenir. Il faut souligner que l'existence dans l'ancien pays colonisé de tendances progressistes, même vagues, dans l'opinion publique et même étrangères au pouvoir politique, crée chez le privé étranger un malaise et un manque de confiance quant à l'avenir.

2. La fin de l'ère coloniale correspond — ce n'est pas un hasard — à la deuxième révolution industrielle dans le monde moderne : l'automation. Cette naissance a conduit, nous semble-t-il, à trois phénomènes :

— L'automation a permis aux capitaux du monde développé de concevoir de nouvelles perspectives à long terme où les rendements ne cessent d'augmenter. Une nouvelle plus-value due à l'automation (si l'on peut dire) prend naissance après l'utilisation intensive du prolétariat au XIX^e siècle et des colonies au XX^e siècle. Le développement même de cette nouvelle révolution industrielle a exigé de plus en plus le rassemblement dans le monde nanti de l'essentiel de ses capitaux pour pouvoir continuer le chemin de l'expansion.

— Cette révolution technologique a entraîné depuis 1958 la politique « des indépendances dans les interdépendances » : la méthode

et le sens même des attitudes politiques prises par les anciennes métropoles vis-à-vis des protectorats expliquent leur prise de conscience de la naissance d'une nouvelle ère de domination à caractère technologique qui remplacerait l'ère de domination directement politique.

— L'évolution technologique correspond à une restructuration des économies des pays riches, principalement européens, restructuration qui a imposé le processus d'intégration des économies nationales et la naissance d'un nouveau foyer pour l'utilisation des capitaux dans leur propre pays d'origine et à l'intérieur de nouvelles frontières élargies. Le Marché Commun Européen semble bien être un instrument de domination sur le monde africain à plusieurs égards.

3. Les pays qui possèdent aujourd'hui l'essentiel du capital financier exportable sont certainement les Etats-Unis suivis de l'Europe ; or, dans la mesure où l'Europe s'intègre et s'unit, dans la mesure aussi où elle présente de plus en plus un milieu de haute rentabilité pour les capitaux, et dans la mesure enfin où les capitaux des Etats-Unis tendent à encadrer l'intégration européenne, on constate que la majorité des capitaux privés dans le monde s'échangent entre pays développés et principalement dans le sens Etats-Unis-Europe et boudent les pays prolétaires. Ce processus de convergence des capitaux des pays nantis, lié à la multilatéralisation de l'aide publique, engendre une mondialisation du capital, une unification des plans d'expansion des pays riches face à une prolétarianisation des pays sous-développés.

4. L'étroitesse du marché est considérée comme une cause de l'éloignement des capitaux étrangers. Une cause essentielle provient de la saturation des secteurs industriels, saturation qui paraît aujourd'hui paradoxale du fait de la situation de sous-développement, mais qui est réelle du fait de la structure de cette industrie. Le phénomène de saturation est dû à l'inexistence d'une industrie de base capable d'engendrer un processus d'intégration des secteurs économiques et à l'absence de réforme agraire capable de libérer des énergies financières et humaines et d'attacher le secondaire au primaire. Jadis, les capitaux finançaient l'exploitation des richesses minières, aujourd'hui ces secteurs connaissent une saturation réelle. Certes, le tourisme semble devenir un secteur d'élection dans quelques pays sous-développés, mais il ne peut prétendre cependant devenir un secteur de croissance. On dira aussi peut-être que grâce à l'association, les capitaux européens pourront financer des productions exportables vers l'Europe. L'expérience des 18 pays africains a démontré que les illusions en la matière doivent disparaître.

5. Souvent, on a prétendu que les pays africains n'ont pas opté d'une façon déclarée pour une certaine voie de développement et qu'ils ont hésité entre dirigisme et libéralisme, ce qui ne pouvait qu'accentuer le scepticisme des capitalistes étrangers. En fait, la plupart de ces pays ont opté pour le libéralisme économique ; mais le problème est cependant plus complexe.

Le pays sous-développé libéral sur le plan économique n'a pas réussi à l'être sur le plan politique. Une des grandes différences entre l'Europe et les Etats-Unis d'une part, et les pays d'Afrique d'autre part, c'est l'impossibilité d'exporter, des deux premiers aux seconds, une démocratie politique made in USA ou made in France en même temps qu'un libéralisme économique. L'existence de ces deux phénomènes dans un même pays suppose la construction d'une société qui a suivi de façon logique tous les stades du développement économique et mental : le libéralisme économique en Afrique suppose souvent l'existence d'un seul parti, ou d'une armée forte qui domine le pays.

L'excès des dépenses publiques soulève des problèmes conjoncturels au niveau de l'équilibre de la balance des paiements et à celui des finances internes, ce qui pousse l'Etat à prendre des mesures dirigistes pour freiner la détérioration des équilibres. Là aussi nous percevons une autre différence entre le pays libéral développé européen et le pays libéral sous-développé africain : le libéralisme du premier est fondé sur la rentabilité, l'économie et le calcul, le libéralisme du second est fondé sur la consommation, les dépenses et le gaspillage.

6. Les pays européens vivent actuellement une véritable révolution structurelle.

— d'ordre technologique : l'automatisme

— d'ordre dimensionnel : l'unification (par un processus de concurrence et de fusion) des entreprises. Ce phénomène entre en osmose avec les capitaux américains qui cherchent la rentabilité et qui, par conséquent, préfèrent s'installer en Europe. La conséquence est double : d'une part, les capitaux préfèrent rester en Europe pour encadrer cette phase de progrès, et d'autre part ils entrent en contact avec les capitaux américains qui sillonnent le monde riche. Par ailleurs, la situation internationale caractérisée par la coexistence pacifique encourage ce reflux vers l'Europe. Les expériences historiques ont montré que les capitaux se dirigent vers le Tiers-Monde dans les phases caractérisées par une certaine insécurité au niveau de l'Europe.

L'association des pays européens tels que la Turquie, la Grèce posent inévitablement des difficultés aux pays africains de la Médi-

terranée. Ces difficultés se sont accrues quand la C.E.E. a décidé d'accorder, parallèlement au statut d'associé du Maroc et de la Tunisie, des concessions d'ordre tarifaire aux agrumes de l'Espagne, du Portugal et d'Israël, pays qui s'attachent tous à une civilisation européenne. Les négociations avec l'Espagne pourront un jour aboutir à l'association de celle-ci. L'association des pays européens ne manquera pas d'atténuer tous les effets de l'association des pays africains et de créer de nouveaux obstacles à leurs exportations. On pourra observer que l'association de ces pays à la C.E.E. aurait des effets néfastes sur leur économie et leur devenir à l'instar des pays signataires de Yaoundé. Deux différences fondamentales distinguent cependant l'association de la Grèce et de la Turquie et demain celle de l'Espagne, de l'association des pays africains.

1. Les pays européens associés ont une qualité géographique et historique, celle de leur appartenance à l'Europe qui les rend selon les termes de l'accord de Rome des membres potentiels de la C.E.E. — leur association ne constitue pour eux qu'un chemin vers l'adhésion. Elle leur permet d'intégrer tous leurs choix, leurs options, leurs structures dans une perspective déterminée qui est l'Europe. Celle-ci est appelée à les recevoir le jour où leurs réalités structurelles, leur niveau de vie, leur permettraient d'accéder au stade de membre à part entière. En tant que telle, et en tant qu'étape vers l'adhésion, leur association constitue donc un danger vis-à-vis des membres africains associés.

2. Le niveau de vie de ces pays les place à la frontière du développement, c'est-à-dire que leur économie est assez complexe pour pouvoir répondre aux conséquences de l'association et déjouer tout effet de domination.

Enfin, juger de l'avenir des relations entre pays sous-développés et pays développés, sans tenir compte de la réalité de l'Europe de demain, c'est se placer à un niveau statique de réflexion.

Il s'agit pour nous, pays sous-développés, appelés à avoir des liens quelconques avec l'Europe, de prévoir toutes les données de la politique externe de l'Europe et son contenu, les deux éléments étant bien sûr très liés.

Tant que la C.E.E. continue à accorder des facilités commerciales à des pays déterminés, principalement à des pays européens, l'association d'autres pays perd réellement tout sens. L'expérience a démontré que l'association des pays africains par exemple n'a nullement atténué la liberté politique de la C.E.E. vis-à-vis des autres pays ; l'on constate

aujourd'hui que l'Europe qui pratique une politique d'association avec certains pays africains opte en même temps pour l'ouverture de plus en plus poussée vers des pays tiers. La première attitude répond souvent à l'intérêt d'un pays membre (la France), la seconde attitude répond à l'intérêt des pays membres liés à l'Atlantique.

On rappellera que l'Europe vient d'accorder à Israël des facilités d'ordre tarifaire et que des négociations s'ouvriront très prochainement entre Tel Aviv et Bruxelles, négociations qui permettront à Israël de s'assurer d'un large marché pour les produits industriels.

L'adhésion éventuelle des pays européens associés ou potentiellement associés (tels la Grèce, la Turquie, le Portugal et l'Espagne) constitue une inconnue dans les relations de l'Europe avec le Tiers-Monde. Cette adhésion nuira surtout aux effets positifs de l'association des pays nord-africains, tandis que les effets négatifs néfastes se trouveront renforcés.

L'ouverture de la Communauté vers l'Angleterre et d'autres membres de l'A.E.L.E., changera profondément le visage de l'Europe et l'équation des relations entre celle-ci et les pays africains associés, et ce, pour plusieurs raisons :

— La réalité européenne variera et les implications de l'association verront leur sphère géographique s'élargir.

— La Grande-Bretagne formera avec l'Allemagne Fédérale le pilier de la C.E.E. et la France, qui a joué dans celle-ci depuis 1958 le rôle essentiel, sera reléguée à une situation secondaire. Ce transfert de l'Europe française à l'Europe germano-anglaise va se répercuter sur l'état de l'association des pays africains liés traditionnellement à la France.

— L'adhésion de la Grande-Bretagne entraînera fatalement l'intervention des pays du Commonwealth qui lui sont attachés, pays aussi bien développés (le Canada, l'Australie) que sous-développés (l'Inde et le Pakistan) ; chacun de ces pays exigera alors l'octroi de préférences particulières.

— Ce changement entraînera enfin la victoire du courant mondialiste sur le courant intégrationniste de la C.E.E., mais tous les pays européens essayeront de maintenir, sinon de renforcer, leur politique d'harmonisation interne des structures, tout en encourageant l'ouverture des courants commerciaux.

Par le biais du Kennedy Round et la possibilité de création d'un

courant atlantique, il faudrait envisager une introduction de plus en plus poussée des produits américains sur le continent européen, aux dépens des intérêts des pays sous-développés.

A ce stade, nous nous situerons au niveau d'une association d'un mondialisme occidental associant l'ensemble des pays développés à l'ensemble des pays sous-développés — le contenu de l'Europe même sera remis en question. Quel sera alors le centre de l'association, Bruxelles, Paris, Bonn ou ailleurs ? et les éléments de l'équation se poseront en termes clairs : le capitalisme mondial développé face à la pauvreté.

Cette évolution hante beaucoup l'esprit même de quelques européens, tels ceux en France qui portent l'héritage de la pensée gaulliste et qui redoutent l'adhésion anglaise sans pouvoir cependant l'arrêter. Ceux-ci, refusant de voir l'Europe se pencher vers l'Atlantique, pensent « qu'un seul espoir subsiste encore pour que l'Europe reste elle-même et que la France se reconnaisse dans cette Europe. C'est de revenir aux sources de sa civilisation, c'est de se tourner vers la Méditerranée... Ainsi l'Algérie que nous avons perdue, c'est dans l'Europe que nous la retrouverons ». (Philippe Serre, *Le Monde*, 2 août 1969). Opposer « L'Europe chaude à l'Europe froide », « L'Europe du soleil à l'Europe des brumes », faire en sorte que la France devienne le centre de gravité de l'Europe méditerranéenne et Paris sa capitale, implique nécessairement le renforcement de la politique de l'association.

Or, l'expérience a démontré que l'association n'a entraîné pour les pays africains que stagnation et que l'Europe, telle qu'elle est actuellement, et partant de sa logique même, refuse de développer les données de ce type de relations.

Ni l'Europe d'intégration et d'association, ni l'Europe d'ouverture et de mondialisme ne peuvent répondre aux intérêts des pays sous-développés. Quelle est donc la solution ?

VIII. — Perspectives et choix.

Face à la Communauté Economique Européenne, face à ses atouts et à ses contradictions, un pays du Tiers-Monde doit prendre position. Cette nécessité est surtout impérieuse pour les pays faisant partie de la sphère des anciennes colonies de l'un des membres de la Communauté.

Méconnaître l'existence de la C.E.E. est un choix aberrant à rejeter. Car le phénomène de l'unification des pays européens est d'ordre

historique et structurel dont personne ne peut contester l'existence. Les pays sous-développés n'ont ni la force, ni la possibilité de lutter contre un tel phénomène. Ils peuvent cependant refuser son orientation dominatrice ou atténuer ses effets expansionnistes.

Deux choix semblent donc s'imposer : s'associer ou refuser l'association.

Les expériences d'association des 18 pays africains ont démontré que la première voie n'est pas très concluante : la situation de ces pays n'a connu aucun changement, tout au contraire. Les indices de régression apparaissent de plus en plus nombreux. L'analyse de ces expériences nous a révélé quatre données :

1) l'association renforce les liens de dépendance économique et technique entre les deux parties (liens commerciaux, financiers, culturels et technologiques). Or, dans son essence même, la dépendance constitue un goulot à toute politique de développement.

2) l'association renforce le statu quo structurel, en orientant le secteur moderne de plus en plus vers l'étranger, en reléguant le secteur traditionnel dans un appauvrissement continu et en maintenant une agriculture faible quant à sa production, importante quant à sa dimension relative.

3) l'association mettra fin à tout espoir de voir surgir dans les pays sous-développés concernés une industrie nationale, c'est-à-dire une industrie ayant un effet d'entraînement à l'intérieur de l'économie nationale. La vocation de toute économie d'accéder au stade de la complémentarité sectorielle et la complexité structurelle ne pourra pas être atteinte.

4) l'association consacrerait enfin la voie libérale en tant qu'instrument de politique économique et financière, voie qui ne semble point garantir la sortie de l'état de sous-développement, du fait même du niveau très bas des économies des pays concernés.

Le deuxième choix est celui de la politique d'indépendance économique. Il est plus difficile et plus rationnel que le premier, car il intègre le développement et suppose une prise de responsabilité autonome. Il implique quatre conséquences :

1) Un pays sous-développé de la région méditerranéenne qui opte pour l'indépendance de son développement doit tenir compte du fait européen. Il serait aberrant de perdre des marchés de l'Europe pour l'Afrique du Nord. Cette prise de conscience du fait européen se

traduira par un combat économique se situant au niveau des coûts en vue de maintenir les débouchés européens, combat qui concernera des décisions purement internes tendant à rationaliser les processus de production. Par ailleurs, les pays concernés devront chercher à diversifier leurs sources d'exportations à l'intérieur même de l'Europe des Six car il s'est avéré que le maintien pour eux d'un seul pôle de domination et d'attraction (français par exemple) à l'intérieur de la communauté est à la base de leur problématique avec l'Europe et ne facilite nullement un dialogue franc avec celle-ci, mais tenir compte de l'Europe doit se traduire surtout par la signature d'un accord commercial à long terme avec la Communauté, accord qui ne serait pas basé sur les perspectives d'association et doit tenir compte des choix et options des plans de développement interne des pays sous-développés.

2) Essayer de se maintenir dans le marché européen doit s'effectuer dans le cadre d'une politique d'expansion des exportations, c'est-à-dire dans le but de rechercher d'autres débouchés, de diversifier les clients et de diminuer la part relative du commerce avec l'Europe. Les pays socialistes, d'autres pays européens hors de la C.E.E. et les pays sous-développés offrent à cet égard des possibilités énormes au commerce des pays africains et principalement à celui de l'Afrique du Nord. Mais ces choix impliquent nécessairement une augmentation de la propension à acheter à ces pays, car le développement des flux commerciaux, surtout avec les pays socialistes, ne peut être que réciproque. A cet égard, la nationalisation des instruments d'importation devient d'une nécessité impérieuse, une telle décision aura d'ailleurs certainement des répercussions sur la structure du secteur moderne et atténuera la force des liens tissés durant des dizaines d'années entre les unités de production dans le Tiers-Monde et les « maisons mères ».

3) La politique d'indépendance orientera les pays sous-développés vers un modèle de développement qui rejette les facilités, qui opte pour l'industrialisation, pour l'accumulation du capital national, qui affaiblit les effets du dualisme et enrichit les relations inter-industrielles car un développement suppose nécessairement le noircissement des carrés du tableau inter-industriel.

4) Sortir de l'orbite européenne, refuser un mondialisme aberrant, doivent être accompagnés par la recherche d'une solidarité entre pays sous-développés, c'est-à-dire une solidarité des pauvres. La création de zones de développement régional dépassant le périmètre national est un instrument d'évolution remarquable ; car le développement a toujours besoin d'une dimension économique et il ne peut se concevoir

que dans des zones élargies. Le Maghreb présente à cet égard pour les pays d'Afrique du Nord un cadre propice à un développement harmonieux de la région, un ensemble solidaire (dans le sens symphéronologique) qui seul pourrait être un interlocuteur valable avec l'Europe.

Hormis la formation de régions de développement, la solidarité des pauvres au niveau international doit se traduire par une pratique unitaire relative aux grands problèmes du commerce extérieur (cours de matières premières, orientation des importations). Cette pratique ne doit pas être passive et se contenter de présenter des doléances aux pays nantis, elle doit, tout au contraire, à travers le développement des flux d'intérêt entre pays pauvres, déboucher sur des options actives.

On pourrait cependant se demander si en pratique, une politique d'indépendance est possible. N'est-elle pas, comme d'aucuns le prédisent, un vœu inespéré et une pure manifestation idéologique sans grande efficacité ? Pour répondre à cette question, il faut souligner auparavant que l'antithèse de cette politique (à savoir la politique d'association et d'ouverture), n'a pas apporté les indices de la solution de la problématique du développement. La politique d'indépendance a été certes rarement soumise à l'expérience pratique, mais répond d'une part aux données historiques qui ont accompagné l'évolution économique de plusieurs pays aujourd'hui développés, et d'autre part à une certaine rationalité du schéma théorique du développement.

Mais cette politique d'indépendance suppose au préalable l'existence de conditions socio-économiques aptes à accepter et à canaliser la marche vers le développement.

Le débat ne se fait pas d'ailleurs entre deux choix : association à la C.E.E. ou refus d'association ; car les deux attitudes sont des conséquences logiques des options prioritaires : l'association est une conséquence de la politique de libéralisation. La non-association est une conséquence de la politique d'indépendance. Celle-ci est plus difficile, mais aussi plus exaltante, que celle-là.

Mais est-il possible à tous les pays africains par exemple d'opter pour une voie aussi difficile, fût-elle exaltante et rationnelle ?

Il semble scandaleux a priori de répartir les pays sous-développés entre ceux qui peuvent partir et décoller et ceux qui sont fatalement voués à la stagnation, au moins dans les conditions historiques de la génération présente, car il est certain que toute nation a vocation à un développement complexe. Il y a cependant une condition préala-

ble : celle de l'existence d'une conscience nationale. Dans la mesure où celle-ci n'existe pas, ou reste ambiguë et tiraillée entre les décisions tribales et les frontières coloniales, un instrument de croissance de grande importance fera défaut. Précisons ici que l'existence d'un Etat en Afrique ne signifie nullement l'existence d'une conscience nationale. Il semble en effet que celle-ci ne pourrait concerner que l'ensemble du continent.

Le problème se pose autrement pour les pays d'Afrique du Nord. Les traditions aussi bien culturelles que politiques, la valeur historique des événements qui se sont déroulés sur ces rives méditerranéennes, la relative complexité de leurs économies, leur donnent un atout considérable.